ARRÊTÉ N°AT-2026-1438

PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

Le maire de la ville de Pau,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 ;
Vu le Code de la Route et notamment les article L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;
Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8ème Partie – signalisation temporaire – modifiée ;
Vu l'arrêté municipal du 13 avril 2026 portant délégation de signature ;
Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules boulevard d'Alsace Lorraine, en raison de travaux pour la réfection des marquages au sol ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er – Du Mercredi 16 Septembre 2026 au Vendredi 02 Octobre 2026 du Lundi au Vendredi de chaque semaine, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant **boulevard d'Alsace Lorraine**, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux.

ARTICLE 2 – Du Mercredi 16 Septembre 2026 au Vendredi 02 Octobre 2026, du Lundi au Jeudi de chaque semaine, chaque jour de 23h59 à 06h00, la circulation des véhicules **boulevard d'Alsace Lorraine** dans sa partie comprise entre la rue du Sergent Bernès-Cambot incluse et l'avenue Honoré Baradat incluse, s'effectuera en chaussée rétrécie, à une vitesse très réduite aux abords du chantier, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 3 – Du Mercredi 16 Septembre 2026 au Vendredi 02 Octobre 2026, du Lundi au Vendredi de chaque semaine, chaque jour de 22h30 à 06h00, la circulation des véhicules aux abords du carrefour entre le boulevard d'Alsace Lorraine, la rue Jean-Jacques de Monaix, la rue du Chanoine Laborde et la rue Emile Garet, s'effectuera en chaussée rétrécie, à une vitesse très réduite aux abords du chantier, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 4 – Du Mercredi 16 Septembre 2026 au Vendredi 02 Octobre 2026, du Lundi au Vendredi de chaque semaine, hormis les tronçons de voies de circulation des articles 2 et 3, la circulation des véhicules **boulevard d'Alsace Lorraine,** s'effectuera en chaussée rétrécie, à une vitesse très réduite aux abords du chantier, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 5 – Les entreprises chargées des travaux devront prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur.
Elles mettront en place la signalisation réglementaire afin d'interdire le stationnement 48h00 avant l'occupation. Elles seront responsables de la conformité du positionnement de cette signalisation et devront être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière.

ARTICLE 6 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 7 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 8 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Fait à Pau, le 11 septembre 2026

Publié le 17/09/2026



Sandrine Liso
Pour le Maire et par délégation
La Cheffe du service Occupation du Domaine Public